

Merklen (Denis) - *Les indispensables. Sociologie des mondes militants*. - Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2023. 302 p.

Dans ce livre, Denis Merklen prolonge le geste qui traverse l'ensemble de ses travaux : rendre compte des existences qui investissent et façonnent, y compris politiquement, les espaces de vie populaires. Ici, le sociologue laisse de côté le style d'écriture académique pour accueillir les récits des militant-es associatif-ves des quartiers populaires. En effet, bien que sous-titré « sociologie des mondes militants », l'ouvrage, écrit dans le cadre d'un projet de recherche mené avec la fondation Abbé-Pierre, investit d'abord les effets de l'engagement associatif, en tant qu'il contribue à l'élaboration des mondes dans lesquels ils vivent.

Dans l'introduction, l'auteur déploie l'appareillage sociologique qui sous-tend son travail. Le concept de *politicit *, qu'il développe depuis une vingtaine d'année, occupe sans surprise une place importante et renvoie à la capacité des habitants des quartiers populaires à produire du politique – par leurs actions, leurs luttes, leurs paroles – de manière différenciée selon la classe ou l'époque. En cela, il entend se distinguer des approches de sociologie politique qui définiraient le politique de manière surplombante, avec pour conséquence d'en déposséder les classes populaires, supposément d politis es. Il insiste également sur la forte dimension territorialisée de ces productions de politique, centrée autour de la figure de *l'habitant*. Contre les réductions aux identités ou aux manques qui caractériseraient ces populations, D. Merklen propose une analyse des subjectivités : les militants sont à la fois des *faiseurs* et des *penseurs*, capables de déployer un regard réflexif sur leur propre expérience.

Dans l'ensemble des autres chapitres du livre, consacrés à chaque fois à une association et un-e militant-e (  l'exception des deux derniers chapitres qui traitent de plusieurs organisations), D. Merklen raconte des engagements qui s'ancrent dans des territoires différents, sur des thématiques diverses : réinsertion d'anciens détenus ( mergence 93, à Aubervilliers), engagement citoyen (Nouveau Regard sur la jeunesse, à Roubaix), association de théâtre (Mises en scène, à Avignon), accès à l'hygiène (Au lavoir, à Lille), etc. L'auteur dépeint leurs actions, leur mode d'organisation, leur ancrage dans le territoire, avec une constante : le rôle actif de ces militant-es

associatifs dans ce qui s'y joue et dans l'élaboration des mondes populaires. Il met ainsi en évidence les tissus de relations qui sont rendus possibles par ces engagements, qui contribuent à façonner la politique telle qu'elle s'y fait. Certains points peuvent être relevés. Ces récits insistent notamment sur l'importance des enjeux économiques dans la forme des organisations, qui sont dépendantes de l'allocation de subventions par l'état, les mairies, les communautés de communes ou les fondations. Pour autant, ces contraintes économiques sont toujours le lieu de déploiements stratégiques individuels et collectifs, qui font de la subsistance de ces associations un des enjeux de l'engagement lui-même. L'auteur retrace également l'influence des différentes reconfigurations politiques : la montée en puissance de la logique par projet (  Aubervilliers), de l'extrême droite et de l'abstention (  Roubaix), ou encore les politiques de rénovation déconnectées du tissu de sociabilité qui traversent les quartiers (  Toulouse) sont autant de dynamiques avec lesquelles ces acteurs-trices composent, et face auxquelles ils et elles se mettent en mouvement.

Dans ces récits, la parole des militant-es et des habitant-es n'est pas qu'un *témoignage* d'une expérience vécue, elle est aussi le lieu d'élaboration d'une analyse, parfois très développée, des conditions de vie ou des stratégies politiques. Ce style, qui donne la place à la *voix* des acteurs, se déploie dans les différents récits grâce à plusieurs choix de l'auteur. Ainsi, les citations des militant-es sont rarement accompagnées d'un commentaire analytique et forment un matériau d'analyse qui se suffit à lui-même. D. Merklen oppose même, à plusieurs reprises, le langage sociologique aux choix de mots des militant-es, faisant apparaître les effets de *traduction* produits par la langue qu'il qualifie de jargon, qui destituent la valeur propre du discours des acteurs-trices et contribuent à déposséder les acteurs-trices du discours sur eux-mêmes. Autre stratégie d'écriture : les chapitres commencent pour la plupart par la présentation des lieux, véritables scènes de ces enjeux, et par les actions de ces militant-es producteurs de mondes. Les origines sociales et biographiques viennent généralement dans un second temps, non pas comme une fondation, mais comme un surplus explicatif, qui jamais n'épuise ou ne contient l'action.

Dans les récits, la sociologie comme ressource constitue également l'une des thématiques récurrentes de l'ouvrage : les militant-es interrogées

ont, pour la majorité d'entre eux, un capital culturel significatif, acquis par le biais d'études en sciences humaines. Cette similarité des militant-es suivies par D. Merklen constitue à la fois l'une des forces et l'une des limites du livre. Cette spécificité interroge en effet quant à la validité de son propos pour l'ensemble des catégories populaires. L'argument qui tend à montrer les capacités agissantes des citoyen-nes au-delà des catégories privatives de « sans-voix » et d'« inaudibles » s'appuie dans ce livre sur l'expérience de militant-es ayant acquis plusieurs outils analytiques importants. Mais ce bagage intellectuel commun a également le mérite de faire apparaître la sociologie comme un outil mobilisable par les catégories populaires pour penser leurs conditions de vie et *faire* leur monde.

Ainsi, ces militants sont donc « *indispensables* », dans la mesure où c'est à partir de ces engagements que se construit le politique dans les espaces de vie populaire. Le préfixe privatif « in » est ici détourné de son usage courant : ce ne sont pas les habitants de quartiers populaires qui sont ici privés (de voix, de reconnaissance, de sociabilité), c'est *le monde qu'ils composent qui ne peut se passer d'eux*. Si ce livre n'est certes pas académique, il porte néanmoins une réflexion critique sur ce *qu'est* la sociologie. Tout au long de ces 300 pages – *l'humilité* se présente comme une qualité *sociologique*. Il s'agit, dans la forme comme sur le fond, de faire vivre cette propension éthico-politique à abandonner toute position de surplomb, pour laisser la parole aux acteurs, pour accepter de porter une réflexion sociologique en dehors des cadres strictement établis pour son expression, sans renoncer à la quête de la production d'un savoir heuristique, ni à l'élaboration d'une certaine *distance* avec les subjectivités dont elle prétend rendre compte.

Maxime Gaborit -
Sciences Po, CEE

Papadopoulos (Yannis) - *Understanding Accountability in Democratic Governance*. - Cambridge, Cambridge University Press, 2023 (Elements in Public Policy). 86 p.

La redevabilité et la reddition de comptes, qui sont les deux traductions les plus fréquentes du terme anglais *accountability*, sont largement considérées comme fondements de tout régime

représentatif se voulant démocratique. Les gouvernants sont redevables envers les citoyens, du fait qu'ils agissent en leur nom, et sont dès lors tenus de rendre compte fréquemment de leurs actes et décisions, sous peine de se voir retirer leur mandat. Si ce mécanisme ne fonctionne pas, le lien représentatif est rompu, menaçant l'union fragile entre représentation et démocratie.

L'ouvrage de Yannis Papadopoulos propose une brève synthèse de la littérature scientifique sur cette question. Il commence par rappeler le rôle crucial que jouent les élections, quand elles sont compétitives, dans la promotion de la redevabilité démocratique. À rebours d'une littérature très sceptique, comme le retentissant *Democracy for Realists* de Christopher H. Achen et Larry Bartels, très centré sur les États-Unis, l'auteur prend acte d'un fonctionnement relativement efficace des élections du point de vue de la redevabilité. Certes, beaucoup d'électeurs sont mal informés, ont du mal à identifier les vrais responsables et sont victimes de biais partisans, mais il n'en reste pas moins vrai que les élus se soucient de leur popularité et promeuvent donc des politiques publiques largement en phase avec l'opinion de la majorité (p. 6 et 13). Sans doute serait-il trop risqué pour eux de parier sur les difficultés auxquelles font face les citoyens dans leur rôle de contrôleurs, d'autant que les médias, eux, veillent au grain malgré toutes les distorsions de l'information que l'on connaît (p. 38-39). L'auteur reconnaît malgré tout les limites de la redevabilité électorale, plus ou moins fortes selon le type de système politique – la redevabilité étant particulièrement complexe dans les contextes fédéraux ou de gouvernements divisés, qui rendent plus difficile l'attribution de la responsabilité par les électeurs.

La plupart des régimes représentatifs misent, outre sur la redevabilité « verticale » envers la population, sur la redevabilité « horizontale ». Celle-ci émerge lorsqu'une pluralité d'institutions formelles disposent d'un pouvoir relativement égal (p. 14), les unes devant alors « absorber » les préférences des autres. Traditionnellement, le rôle de contrôle horizontal du gouvernement échoyait au parlement. Des transformations récentes, toutefois, contribuent de diverses manières à une forme de « déparlementarisation » (p. 15) des régimes représentatifs. D'une part, en raison de transferts de pouvoir des parlements vers l'exécutif. D'autre part, sous l'effet de la fragmentation du pouvoir de contrôle désormais dispersé parmi